

*M. le Chef du Département*  
*15.5*  
*2/11.5*



Pékin, le 14 avril 1956.

G.21.5.-BE/ba  
 ad p.B.73.Corée.O.1.-SN/10

C o n f i d e n t i e l

an	ZE	CR	SW		
Date	115	15.5			
Via	2				4
EPD					
Ref. p.B.73 Corée O.1					

Monsieur le Secrétaire général,

Ainsi que je vous l'ai signalé, j'ai été appelé aujourd'hui au Ministère des affaires étrangères, où le Vice-ministre Chi Peng-fei m'a fait part de la réponse à notre dernière proposition concernant la réduction des effectifs de la NNSC en Corée.

Se référant à l'aide-mémoire que j'avais remis le 7 février et à ma visite du 9 mars, le Vice-ministre déclara que selon le gouvernement chinois, les difficultés auxquelles se heurtaient la Suisse et la Suède dans l'exécution de leur mandat à la NNSC ne pouvaient trouver de solution sans que soit traité le problème de la Corée en général. Mon interlocuteur ajouta que son gouvernement appréciait les efforts de la Suisse en vue de trouver une solution de compromis. Le gouvernement chinois était cependant de l'avis qu'il fallait avant tout résoudre le problème de la réunification de la Corée et de l'évacuation de ce pays par les troupes étrangères.

Afin de discuter l'ensemble de ces questions, le gouvernement chinois a décidé de proposer aux gouvernements intéressés de convoquer une conférence internationale. Le 9 avril, le Ministère des affaires étrangères chinois a adressé à cet effet une note à l'Ambassade britannique en Chine, note dont M. Chi Peng-fei m'a remis une copie. La Suède, la Pologne et la Tchécoslovaquie auraient aussi été informées de cette démarche. Vous voudrez bien trouver sous ce pli la traduction française de ce texte, dont les passages essentiels ont déjà été portés à votre connaissance.

Après s'être référés aux dernières propositions suédoise et suisse, les Chinois affirment dans la note que les difficultés auxquelles se heurte la NNSC ne pourront être résolues qu'à la condition de trouver une solution aux problèmes de l'unification de la Corée et de l'évacuation des troupes étrangères.

Au Département politique fédéral,

B e r n e .

Dodis



- 2 -

Puis il est rappelé que depuis la conférence asiatique de Genève en 1954 les Sino-Nord-Coréens n'ont cessé de demander la convocation d'une conférence en vue de discuter la situation.

Enfin, une invitation formelle, aussi au nom du gouvernement nord-coréen, est adressée aux gouvernements intéressés (c.à.d. ceux ayant participé à la guerre de Corée en tant que membres des Nations-Unies) par l'intermédiaire du gouvernement de la Grande-Bretagne.

Mon collègue britannique, avec lequel je me suis entretenu à ce sujet, est d'avis que les Chinois suivent en Corée la même politique qu'en Indochine : ils s'efforcent de convoquer une conférence internationale avec participation de pays asiatiques. Mon collègue estime que ni le gouvernement britannique, ni celui des Etats-Unis ne seront enclins à donner une suite favorable à la proposition chinoise. Il n'est cependant pas sûr que les pressions exercées par d'autres pays ne finiront pas par entraîner l'organisation d'une conférence dont le sort serait - en ce qui concerne la Corée - probablement identique à celui de la Conférence de Genève.

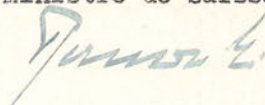
Il est évidemment impossible d'anticiper; mais une chose paraît certaine, c'est que les Chinois continueront à s'opposer au mode de solution proposé par les Nations-Unies, c.à.d. élections libres en Corée du Sud et du Nord, tandis que le côté Nations-Unies-Corée du Sud ne consentira pas non plus au retrait des troupes et à la réunification du pays aux conditions envisagées par la Chine.

Je ne manquerai pas de vous tenir au courant de tout développement de cette question, susceptible de vous intéresser. Si vous vouliez bien, de votre côté, me tenir informé de la décision que le Conseil fédéral prendra en face de cette réaction du gouvernement chinois, je vous en serais très obligé.

Veillez agréer, Monsieur le Secrétaire général, l'assurance de ma haute considération.

Le Ministre de Suisse :

Annexes :  
copie de la note du 9 avril,  
en deux exemplaires.



A l'Office du Chargé d'affaires britannique  
en Chine,

P é k i n .

Le Ministère des affaires étrangères de la République populaire de Chine présente ses compliments à l'Office du chargé d'affaires britannique en Chine et le prie de bien vouloir transmettre ce qui suit au Gouvernement du Royaume-Uni :

1. Les Gouvernements suédois et suisse ont fait part à plusieurs reprises au Gouvernement chinois des difficultés auxquelles ils se heurtent dans l'exécution du mandat qui leur est confié dans la Commission neutre de surveillance en Corée et ont exprimé l'espoir qu'il soit possible d'y trouver une solution, Le Gouvernement chinois a de tout temps fait preuve de compréhension pour la situation des Gouvernements suédois et suisse et a fait d'incessants efforts en vue de réduire leurs difficultés.

Tout récemment encore, le Gouvernement suédois a proposé de retirer, pour le moment, les groupes neutres d'inspection stationnés actuellement dans les six ports spécifiés de la Corée du Sud et de la Corée du Nord et de n'envoyer que des groupes d'inspection temporaires en cas de nécessité.

Le Gouvernement suisse, par contre, a suggéré la suppression totale des groupes neutres d'inspection existant dans les six ports spécifiés, pour ne garder que les groupes d'inspection mobiles.

Le Gouvernement chinois estime que les difficultés réelles relevées de façon répétée par les Gouvernements suédois et suisse ne pourront trouver de solution qu'à la condition que le problème de l'unification pacifique de la Corée et, avant tout, celui de l'évacuation de Corée de toutes les troupes étrangères soient résolus.

2. Depuis qu'à eu lieu à Genève, en 1954, la Conférence sur la Corée, la partie sino-nord-coréenne a constamment souhaité la convocation d'une conférence des Etats intéressés, en vue de discuter les questions concernant l'évacuation de Corée de toutes les troupes étrangères et l'unification pacifique de ce pays. Le Gouvernement chinois est du reste convaincu que toutes ces questions pourraient être résolues raisonnablement si toutes les parties intéressées avaient le sincère désir de trouver une solution.

3. Considérant ce qui précède, le Gouvernement chinois, agissant en son propre nom et sur mandat du Gouvernement de la République démocratique populaire de Corée, propose au Gouvernement du Royaume-Uni et par son entremise aux Gouvernements des pays ayant participé à la guerre de Corée sous le commandement des Nations-Unies, la convocation d'une conférence des Etats intéressés en vue de discuter les questions concernant l'évacuation de la Corée par toutes les troupes étrangères et l'unification pacifique de ce pays. Le Gouvernement nord-coréen et le Gouvernement chinois prient le Gouvernement du Royaume-Uni de bien vouloir transmettre cette proposition aux Gouvernements des pays ayant participé à la guerre de Corée sous le commandement des Nations-Unies. Le Gouvernement nord-coréen et le Gouvernement chinois espèrent que le Gouvernement du Royaume-Uni et les Gouvernements des autres pays mentionnés accorderont une suite favorable à cette proposition et feront connaître leur réponse le plus tôt possible.

Pékin, le 9 avril 1956.